

> [Analyses et témoignages](#) > [Nord - Sud](#) > Après le politique, faut-il « tuer la géopolitique » ?

Après le politique, faut-il « tuer la géopolitique » ?

ROBERT CHARVIN

Partager 8

21 août 2015

Article en PDF: 

La « révolution » conservatrice, à l'œuvre dans l'ensemble des sociétés occidentales, a pris des chemins variés d'un pays à l'autre. En Europe, elle s'appuie parfois sur la collaboration des droites traditionnelles et de mouvements de l'ultra-droite (en Hongrie, par exemple), voire dans certains cas néonazis (en Lettonie ou en Ukraine, par exemple). Sans que soit exclu pour l'avenir ce type d'alliance, c'est la social-démocratie qui joue un rôle pilote, quel que soit son discours, dans le développement de ce conservatisme radical au sein du couple dirigeant l'Union Européenne.



En Allemagne, elle sert de partenaire aux chrétiens démocrates ; en France, le parti socialiste (malgré quelques prudents « frondeurs ») poursuit « le travail » qu'avait commencé une droite sarkozienne inspirée par l'extrémisme social-fasciste du Front National.

Mais partout, cette « révolution » liquidatrice des acquis politiques et sociaux de l'après-guerre et des « 30 Glorieuses », sous l'égide d'un économicisme triomphant, s'efforce de « tuer le politique » : il n'y aurait qu'une seule vérité, un unique mode de gestion. Il n'y aurait aucune alternative, « il faut » en passant par l'hégémonie des marchés.

Les instances de l'Union Européenne n'ont cessé de le répéter à la Grèce de Syriza : « On ne peut se refuser au néolibéralisme et il n'est pas question de compromis avec des forces adverses » ! Le modèle des banquiers est le seul valide.

La plupart des médias, sous contrôle des grands groupes économiques et financiers, sont évidemment au service, dans leur style propre, de ce « modèle ». Ils réduisent le débat politique à des conflits de personnes, de clans, ponctués d'anecdotes médiocres. A cette stimulation d'une politique politicienne dénuée de tout projet collectif s'ajoute la promotion d'une politique économique courttermiste axée sur une croissance sans retombées sociales : toute pensée dissidente est utopie !

En bref, l'Histoire est finie ; la lutte des classes n'a plus de réalité et le socialisme est un archaïsme des XIX^e et XX^e siècles.

A cette mort programmée et idéalisée du politique, qui pénètre l'esprit de tous, particulièrement au sein du personnel politique d'une particulière médiocrité qui va jusqu'à proclamer son impuissance délibérée face aux lobbies et qui donne le spectacle d'une corruption très avancée, s'ajoute la mort recherchée de la géopolitique.

La politique internationale est gommée

La politique extérieure est « étrangère » à la société civile. C'est le domaine réservé à un cercle très étroit, celui des managers des grandes firmes et des sommets de l'État. Le « bon peuple » est mis hors course : il est délibérément sous-informé car en tout état de cause, il ne peut avoir la moindre compétence : on l'a vu, par exemple, en 2005 en France lors du référendum sur la Constitution européenne ! Les enjeux économiques et stratégiques sont trop sérieux pour que la démocratie s'en charge ! Seuls des « experts » soigneusement sélectionnés peuvent les maîtriser.

Les Parlements, eux-mêmes, ne sont consultés que de manière sélective, y compris pour les opérations militaires. C'est l'Exécutif qui décide plus ou moins discrètement ce que les députés ont à savoir !

En dépit de la mondialisation et du capitalisme financier transnational, qui pèsent sur tous les aspects de la situation intérieure de chaque pays, les citoyens et leurs représentants doivent se satisfaire de leur enfermement national. Ce petit espace politicien est déconnecté de

l'espace économique et financier.

Il ne faut surtout pas ébranler les mythes qui entretiennent les illusions de cette « société civile » qui devait être – selon certains – la substance de la démocratie.

- « La France est toujours et définitivement la patrie des droits de l'homme » : tous ses actes sont dictés par l'Humanitaire. Le conflit israélo-palestinien, par exemple, n'est pas de type colonial : la question est seulement celle du respect des droits de l'homme par les deux parties.

- « La civilisation occidentale est supérieure à toutes les autres » : comme à la « belle époque » coloniale, le messianisme euraméricain est porteur des valeurs « universelles » de liberté et de progrès.

- « Les États-Unis (qui ont quasiment libéré à eux seuls en 1944 l'Europe, y compris en s'associant aux mafias et aux ex-nazis dès la fin de la guerre pour combattre le communisme) sont les champions du monde de la démocratie, quoiqu'ils fassent ». Aucune intervention armée (en Amérique du Sud, au Vietnam, en Irak, etc.), aucun Guantanamo, aucun espionnage, n'entament leur réputation... etc.....

Il serait inconvenant de faire prendre conscience au peuple des contradictions des politiques étrangères, des alliances contre-nature (avec par exemple le Qatar et l'Arabie Saoudite), avec la pratique banalisée des « deux poids, deux mesures », avec les violations flagrantes du droit international pour satisfaire des appétits financiers, avec les falsifications de l'Histoire (comme le silence sur le rôle de l'URSS durant la Seconde Guerre mondiale) utiles aux politiques du jour.

Tout est entrepris par le monde des affaires, les politiciens et leurs médias pour « protéger » les citoyens d'une vision du monde trop réaliste !

Les méthodes pour y parvenir sont plurielles :

- l'entretien de l'ignorance et la culture des idées-reçues : par exemple, sur les causes du sous-développement, de l'endettement, etc.

- l'instrumentalisation de la peur, grâce à la xénophobie (à géométrie variable selon les circonstances), à l'islamophobie (forme plus « distinguée » du racisme anti-arabe qui a pris pour l'essentiel le relais du vieil antisémitisme), au terrorisme opportunément médiatisé, etc.

Ainsi en France, par exemple, tous les événements internationaux deviennent franco-français, à portée de l'intelligence jugée limitée du « petit peuple ». Chaque état-major politique évalue ce qui lui est « rentable » ou pas parmi les événements internationaux et les traite (on devrait dire « les maltraite ») à son gré, sans vérification possible des simples adhérents et des citoyens. Lorsqu'il y a un relatif consensus « contre », la critique la plus aveugle et sans limite est la règle : contre la Corée du Nord, par exemple, les « nuances » sont inutiles. Si le sujet est sensible et concerne, par exemple, Israël, la « prudence » s'impose ainsi que la recherche de position « équilibrée »....

Vis-à-vis de la Russie ou de la Chine, l'hostilité est systématique, sans aller jusqu'à mettre en cause les intérêts économiques occidentaux dans ces deux pays !

En tout état de cause, tout est fait pour que les questions internationales n'aient aucun impact, sauf exception, sur les élections, « stade suprême » de la démocratie libérale.

L'extrême complexité de la réalité n'est pratiquement jamais prise en compte : l'effort culturel et informatif ne s'impose pas.

1. Les réalités géopolitiques sont occultées

Dans le processus de mondialisation forcée en cours, tout réagit sur tout. Le paradoxe consiste à faire croire que les États sont encore les seuls acteurs de la vie internationale et que les firmes transnationales (dont le chiffre d'affaires est parfois supérieur au budget des États) n'ont guère plus d'impact que les ONG ! Il convient d'éviter que les grands groupes privés économiques et financiers apparaissent comme les principaux mondialisateurs, assistés des États qui deviennent leurs auxiliaires sans que les peuples mondialisés, souvent malgré eux, n'aient à revendiquer leur indépendance.

Il n'est pas encore clair pour tout le monde, en raison du discours politique dominant, que les acteurs principaux des relations internationales sont des « entités complexes » faites de pouvoirs publics et de pouvoirs privés étroitement associées, en interconnexion sur les « marchés » (politiques, économiques et financiers) les unes avec les autres. Jamais la géopolitique n'a été une réalité plus déterminante entre les intérêts contradictoires et les espaces qui leur servent de champs de bataille concurrentiels.

Si l'économie chinoise tend à s'immiscer sur tous les continents, la politique la plus active de Pékin se limite à sa périphérie asiatique.

La France continue à se vouloir hégémonique dans ses anciennes possessions coloniales, tout en essayant de rivaliser avec les concurrents américains et chinois.

Les États-Unis tentent de maintenir leur domination à l'ensemble de la planète pour sécuriser le dollar et leur position financière, grâce à la supériorité politico-militaire de l'OTAN : ils s'insurgent lorsque la Russie conteste l'implantation à proximité de ses frontières de ses bases et condamne la multiplication de leurs ingérences dans de nombreux États voisins ! Les Russes seraient coupables d'un nationalisme-populisme archaïque ! Toute zone d'influence rivale de celle des Américains serait illégitime.

Les pouvoirs publics et privés ne souhaitent pas rendre visible et donc lisible ces logiques politico-économico-spatiales qui n'ont pas grand chose à voir avec le discours sur les valeurs et les grandes causes humanitaires.

Les Princes qui nous gouvernent s'efforcent de « nationaliser » tous les problèmes, comme si la réalité était encore celle du XIX^e et surtout du début du XX^e siècle.

Pour les dirigeants politiques, l'espace national est celui de la force de travail qui doit être adaptée aux contraintes d'origine transnationale. La « démocratie » se réduit à la mise en conformité du peuple à la logique économique néolibérale ! Hier déjà, vis-à-vis des États hors du champ libéral, le monde occidental avait « enfermé » ses ennemis dans l'espace purement national.

L'URSS, source de la « menace bolchevique » était présentée comme une sorte de laboratoire isolé du reste du monde, comme si ses ennemis (ou ses alliés) n'avaient aucun rôle sur son fonctionnement, et particulièrement ses perversions. Tout devait être compris comme le fruit exclusif de ses contradictions internes et du totalitarisme bureaucratique de ses dirigeants.

L'extrême fragilité d'une Europe de l'Est « devenue communiste » par les hasards de la guerre (à l'exception de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie), les dommages massifs de la Seconde Guerre mondiale, le soutien coûteux aux mouvements de libération nationale, la course imposée aux armements, les multiples ingérences étasuniennes, ne devaient pas être pris en compte. Le « goulag », le « stalinisme » n'étaient que le résultat logique d'un système substantiellement mauvais.

Curieusement, l'hostilité de principe à la Russie d'aujourd'hui a survécu à la fin de l'URSS : les dirigeants russes (à l'exception de l'ivrogne corrompu qu'était Eltsine) sont « populistes », « bellicistes », etc. Le capitalisme russe est faussé par un Kremlin toujours substantiellement nocif ! Sans qu'aucune explication rationnelle fondée sur l'Histoire et plus encore sur la géopolitique ne soit donnée.

L'« Empire du Mal » est tout aussi stable que l'est l'« Empire du Bien », incarné par les États-Unis, « modèle » éternel depuis 1945. Rien ne peut en effet gommer l'image yankee identifiée à la liberté et préfabriquée par quelques réalités intérieures et divers produits d'exportation (Coca, Mac'Do et culture commerciale).

2. L'appréhension rationnelle des relations internationales passe par la géopolitique

Le pseudo moralisme, proche de celui du XIX^e siècle (où régnait encore la théorie de la « guerre juste ») et l'humanitarisme à géométrie variable, ne permettent pas une approche rationnelle des relations internationales indispensable pour travailler avec efficacité à un autre ordre international.

Aucune société, aucun système, aucun État ne peut échapper à certaines carences et à certaines perversions. La démocratie, dont certains se revendiquent, particulièrement en Occident, n'est nulle part authentique. C'est une fiction alimentée par ceux-là seuls qui en bénéficient. On peut même considérer que la notion de « crise » est le propre de toute entité vivante : avec J. Derrida, il semble en conséquence que la démocratie sera toujours « à-venir » !

Porter des jugements quasi-définitifs sur tel ou tel État et en tirer des conséquences politiques dans les relations internationales, comme le font les directions des partis français, par exemple, conduit à une cacophonie sans principe : si toute prise de position dépend de la question des droits de l'homme, aucun acteur de la vie politique internationale ne peut constituer une référence !

Par contre, l'analyse du rôle objectif dans la société internationale des « entités complexes » précitées permet de saisir les mouvements du monde et de faire des choix politiques fondés, quels que soient les inévitables problèmes internes que connaissent toutes les sociétés à des degrés divers.

Or, les grandes « puissances », c'est-à-dire les « entités complexes » de type euraméricain, tentent de conforter leur hégémonie de plus en plus menacé au mépris des intérêts des peuples et de la souveraineté des petits et moyens États. On a assisté par exemple à l'étranglement de la Grèce par une conjugaison d'intérêts financiers et surtout politiques.

Le volonté occidentale de maintenir l'espace économique mondial sous sa tutelle est une composante majeure de la géopolitique contemporaine. Pour y parvenir, le monde occidental use de tous les moyens. Le discours lénifiant, mais aussi la violence, comme les ingérences et les pratiques autoritaires sont de plus en plus banalisés.

Par contre, les adversaires de ces tentatives de pouvoir global travaillent à l'émergence d'une société multipolaire qui peut seule permettre l'édification de relations internationales plus équilibrées, plus protectrices des indépendances nationales et plus favorables au développement social et humain.

La Chine, la Russie, l'Iran, l'Algérie, Cuba, la Corée du Nord, le Venezuela, la Bolivie, le Brésil, par exemples, en dépit de leurs problèmes internes non résolus, y compris évidemment dans le domaine des droits civils et politiques, sont autant de contre-feux à la « global governance ».

La fameuse « séparation des pouvoirs » dont les néolibéraux font en général l'apologie dans l'ordre interne demeure valide dans l'ordre international : les pouvoirs euraméricains ont en effet tendance à abuser de leur position dominante !

Les progrès dans l'ordre international ne peuvent résulter que d'un bouleversement des rapports de forces dans un monde où l'Occident ne se considérera plus comme le Monde tout

entier. Il n'est déjà plus qu'une fraction de la société internationale, mais il lui reste à en prendre conscience.

Que les forces progressistes occidentales débarrassées de leur trop grand électoralisme, agissent en ce sens, serait déjà une étape franchie .

Le philosophe André Tosel souligne que la dimension géopolitique de l'émancipation populaire est passée sous silence par la gauche radicale « chic » qui s'en tient paresseusement à la dénonciation du terrorisme (islamiste exclusivement) sans saisir que le nouvel impérialisme occidental est à la fois producteur et exploiteur de ces terrorismes qui permettent la construction d'espaces sous-impériaux. « *La réduction des conflits identitaires, la recherche de la paix sanctionnée par un droit international restauré, le refus de soutien à de pseudo-révolutions... qui achèvent de démembrer l'ex-URSS, l'interruption de la marche de l'Union Européenne néolibérale vers l'est pour une conquête économique et politique, tels sont les points d'un ordre du jour émancipateur pour contrer la résurgence d'un impérialisme qui use de la rhétorique des droits de l'homme pour se préparer à la « guerre des civilisations » et qui mobilise les pulsions identitaires en faveur d'un exterminisme autodestructeur* ».

« La défense des nations n'est pas nationalisme mesquin, mais patriotisme ouvert à la collaboration internationale et à des organisations de coopération de type Alba ».

Quant à l'Union Européenne, c'est « la sortie hors de cet espace qui est à l'ordre du jour, car qui peut aujourd'hui croire dans la fable d'une Europe sociale ? ».

Source : [Investig'Action](#)

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

copyright michel

graphisme dev: Platanos studio

[Qui sommes-nous ?](#) | [Agenda](#) | [Nous écrire](#) | [Organiser un débat](#) | [Participer](#) | [Liens](#) |